

Ministère  
de la Justice

# Statistiques annuelles de milieu ouvert

Au 31 décembre 2021

Secrétariat général  
Sous-direction des statistiques et des études



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Périmètre et définition

Dans les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO), seules les personnes majeures sont comptabilisées. Le périmètre géographique retenu est celui de la France métropolitaine et des départements et régions d'outre-mer.

Une **personne** est considérée comme **placée sous main de justice en milieu ouvert** (PPSMJ), lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

## Les services de suivi :

Les services de l'application des peines (SAP) sont chargés de fixer les principales modalités de l'exécution des peines privatives de liberté ou de certaines peines restrictives de liberté en orientant et en contrôlant les conditions de leur application. Les SPIP assurent le contrôle et le suivi des PPSMJ, libres ou détenues.

Dans cette publication, les mesures comptabilisées sont celles suivies par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP). Celles assurées uniquement par les SAP (ex. Jours-amende) ou par le milieu associatif (comme certaines mesures de travail d'intérêt général) ne sont pas prises en compte.

## Les mesures de milieu ouvert :

Les mesures de milieu ouvert prises en compte dans les SAMO sont les suivantes :

- les **mesures présentencielles** que sont le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).
- les **mesures post-sentencielles**. Elles comprennent le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous Libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'un TIG (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, ainsi que l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation**. Elles comprennent le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Les mesures ordonnées dans le cadre d'une alternative aux poursuites sont exclues des SAMO en raison d'une couverture partielle du suivi de ces mesures de la part des services de probation. Ces décisions sont toutefois prises en compte dans les STMO tels que publiées jusqu'en juillet 2021.

## Les catégories pénales :

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales suivantes :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

## Infraction principale :

L'infraction principale, au sens statistique, est déterminée à partir d'un ensemble de règles de priorisation portant notamment sur la qualification de l'infraction (un crime prime sur un délit, qui prime sur une contravention), sur l'encouru de l'infraction et sur la nature d'affaire (Nataff) déduite de la nature d'infraction (Natinf).

## La durée de suivi des mesures :

La durée de suivi correspond au délai entre la première prise en charge de la mesure par un SPIP et la fin de cette mesure. Elle est calculée pour les mesures terminées pendant la période.

# Révisions et qualité des indicateurs

## Politique de révisions

Lors de la diffusion des SAMO au mois de juillet de l'année N+1, les données de l'année N sont semi-définitives et les données de l'année N-1 deviennent définitives. Les données de l'année N-2 sont donc définitives lors de la diffusion de juillet de l'année N.

Les révisions peuvent aussi être dues à des évolutions dans les traitements effectués par la Sous-Direction de la Statistique et des Etudes (SDSE). Ces évolutions, quand elles concernent le passé, sont « rétropolées », c'est-à-dire qu'elles sont appliquées rétroactivement sur l'ensemble des données disponibles, et de façon à éviter les ruptures de séries. La mention « définitifs révisés » (r) désigne les indicateurs, précédemment définitifs, ainsi recalculés.

## Avertissements

Octobre 2021 :

Des évolutions dans le processus de production ont induit des révisions sur les séries, y compris aux périodes définitives.

Juillet 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de modifications apportées au traitement statistique, notamment afin de mettre en avant les obligations de TIG décidées dans le cadre d'une autre peine (contrainte pénale, sursis probatoire et peine de détention à domicile sous surveillance électronique). Une mise à jour des données relatives aux nationalités des personnes a également été réalisée, en particulier suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les personnes de nationalité britannique sont désormais comptabilisées dans le « reste de l'Europe » pour toutes les périodes.

Janvier 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de changements apportés au processus de production des données « personnes » dans APPI.

# Glossaire des mesures et abréviations

Abréviation	Nom complet
-------------	-------------

## Mesures présentencielles

ARSE	Assignment à résidence sous surveillance électronique
ARSEM	Assignment à résidence sous surveillance électronique mobile
Contrôle judiciaire	Contrôle judiciaire

## Mesures post sentencielles

Ajournement	Ajournement aux fins d'investigations, avec injonction, et avec mise à l'épreuve
Contrainte pénale	Contrainte pénale
DDSE	Détention à domicile sous surveillance électronique (peine)
Interdiction de séjour	Interdiction de séjour
Libération conditionnelle (AP)	Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine
LSC sous Libération conditionnelle	Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle
SME	Sursis avec mise à l'épreuve
Sursis probatoire	Sursis probatoire
Suspension (raison médicale)	Suspension de peine pour raison médicale
Stage	Peine et obligation de stage
Sursis-TIG	Sursis total assorti d'une obligation d'accomplir travail d'intérêt général
TIG	Travail d'intérêt général
Obligation de TIG	Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général

## Mesures de sûreté suite à une condamnation

PSEM	Placement sous surveillance électronique mobile
Surveillance judiciaire	Surveillance judiciaire
Suivi socio-judiciaire	Suivi socio-judiciaire

## Autres abréviations

CPIP	Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation
JAP	Juge de l'application des peines
PPSMJ	Personne placée sous main de justice
SAP	Service de l'application des peines
SPIP	Service pénitentiaire d'insertion et de probation

# Sommaire

Tableau	Intitulé
---------	----------

## Mesures suivies

Tableau 1	Mesures suivies en milieu ouvert
Tableau 2	Mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 3	Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 4	Mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale
Tableau 5	Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale

## Population suivie

Tableau 6	Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe
Tableau 7	Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert
Tableau 8	Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 9	Domiciliation des condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative

## Nouvelles mesures et personnes suivies

Tableau 10	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert
Tableau 11	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale
Tableau 12	Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale
Tableau 13	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe
Tableau 14	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile
Tableau 15	Nouveaux condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile

## Durée de suivi des mesures

Tableau 16	Durée de suivi des mesures
Tableau 17	Durée de suivi, par mesure
Tableau 18	Durée de suivi, par région administrative
Tableau 19	Durée de suivi, par type d'infraction principale

# Mesures suivies

Au 31 décembre 2021

**Tableau 1 : Mesures suivies en milieu ouvert**

		31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (sd)
Mesures présentencielles	ARSE/ARSEM	286	324	321	338	392	484
	Contrôle judiciaire	3 384	3 645	4 129	4 654	5 232	5 609
	<b>Total</b>	<b>3 670</b>	<b>3 969</b>	<b>4 450</b>	<b>4 992</b>	<b>5 624</b>	<b>6 093</b>
Mesures post-sentencielles	Ajournement	139	98	87	79	42	34
	Contrainte pénale	1 796	2 508	2 683	1 882	905	297
	DDSE	so	so	so	so	887	1 339
	Interdiction de séjour	784	1 022	1 243	1 647	2 056	2 153
	Libération conditionnelle (AP)	5 398	4 830	4 643	4 563	4 766	4 137
	LSC sous libération conditionnelle	183	191	176	486	566	417
	SME	120 379	120 386	120 088	121 911	88 391	35 235
	Sursis probatoire	so	so	so	so	33 862	103 429
	Suspension (raison médicale)	186	178	162	174	166	163
	Stage	74	81	120	260	919	2 061
	Sursis TIG	21 685	21 594	21 303	20 994	11 193	1 241
	TIG	16 246	15 047	14 465	14 312	16 999	21 454
	Obligation de TIG	19	23	38	14	1 514	4 572
	<b>Total</b>	<b>166 889</b>	<b>165 958</b>	<b>165 008</b>	<b>166 322</b>	<b>162 266</b>	<b>176 532</b>
Mesures de sûreté suite à une condamnation	PSEM	39	34	29	30	28	35
	Surveillance judiciaire	342	292	283	250	264	272
	Suivi socio-judiciaire	6 052	6 406	6 796	7 119	7 320	7 632
<b>Total</b>	<b>6 433</b>	<b>6 732</b>	<b>7 108</b>	<b>7 399</b>	<b>7 612</b>	<b>7 939</b>	
<b>Total</b>	<b>176 992</b>	<b>176 659</b>	<b>176 566</b>	<b>178 713</b>	<b>175 502</b>	<b>190 564</b>	

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

so : sans objet

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ; ARSEM : Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) ; Ajournement : Ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ; DDSE : Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ; Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ; LSC sous libération conditionnelle : Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ; SME : Sursis avec mise à l'épreuve ; Suspension (raison médicale) : Suspension de peine pour raison médicale ; Stage : Peine et obligation de stage ; Sursis TIG : Sursis total assorti d'un travail d'intérêt général ; TIG : Travail d'intérêt général (peine) ; Obligation de TIG : Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ; PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile.

**Tableau 2 : Mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative**

	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	21 006	21 362	20 984	21 182	20 610	21 939
Bourgogne-Franche-Comté	8 944	9 459	9 419	9 333	8 892	9 103
Bretagne	7 411	7 657	7 744	8 095	8 157	8 639
Centre-Val de Loire	6 778	6 902	6 973	7 013	6 902	8 033
Corse	1 071	1 078	998	916	897	868
Grand Est	16 173	16 065	15 495	15 569	15 609	16 932
Guadeloupe	972	909	1 049	1 037	1 181	1 374
Guyane	523	566	642	824	936	802
Hauts-de-France	20 342	19 795	19 458	19 292	18 333	20 182
Île-de-France	25 600	25 412	26 216	26 531	25 560	28 920
La Réunion	2 393	2 553	2 675	2 699	2 523	2 719
Martinique	898	913	980	1 196	1 032	994
Mayotte	310	272	255	316	309	333
Normandie	10 006	10 071	10 505	10 240	9 997	10 141
Nouvelle-Aquitaine	16 268	15 927	15 782	16 208	16 056	17 694
Occitanie	16 445	15 770	15 772	16 136	16 118	18 018
Pays de la Loire	9 464	9 498	9 196	9 108	9 166	9 792
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 388	12 450	12 423	13 018	13 224	14 081
<b>France entière</b>	<b>176 992</b>	<b>176 659</b>	<b>176 566</b>	<b>178 713</b>	<b>175 502</b>	<b>190 564</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI



**Tableau 3 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par région administrative**

	Ensemble des mesures						Au 31 décembre 2021		
	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)
Auvergne-Rhône-Alpes	19 533	19 772	19 322	19 396	18 682	19 926	12 170	1 992	504
Bourgogne-Franche-Comté	8 364	8 816	8 778	8 649	8 142	8 317	4 762	1 046	152
Bretagne	7 068	7 276	7 332	7 687	7 718	8 190	5 167	662	122
Centre-Val de Loire	6 490	6 618	6 655	6 671	6 555	7 653	4 156	972	125
Corse	1 003	1 009	928	858	816	794	497	67	49
Grand Est	15 141	15 024	14 334	14 288	14 088	15 139	9 043	2 012	244
Guadeloupe	888	841	977	974	1 113	1 308	805	157	35
Guyane	494	529	592	768	859	737	362	96	78
Hauts-de-France	19 419	18 840	18 455	18 277	17 303	19 157	11 465	2 484	253
Île-de-France	24 402	24 106	24 710	24 820	23 842	26 996	14 375	3 817	934
La Réunion	2 278	2 444	2 550	2 572	2 378	2 571	1 566	386	NC
Martinique	770	804	892	1 077	904	883	495	106	56
Mayotte	245	202	186	251	244	290	143	68	<5
Normandie	9 422	9 424	9 787	9 492	9 173	9 330	5 726	1 070	123
Nouvelle-Aquitaine	15 343	14 930	14 735	15 128	14 922	16 547	10 195	2 243	249
Occitanie	15 416	14 678	14 545	14 776	14 723	16 468	9 829	1 948	449
Pays de la Loire	8 976	8 948	8 640	8 513	8 546	9 178	5 727	958	134
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 637	11 697	11 590	12 125	12 258	13 048	6 946	1 370	593
<b>France entière</b>	<b>166 889</b>	<b>165 958</b>	<b>165 008</b>	<b>166 322</b>	<b>162 266</b>	<b>176 532</b>	<b>103 429</b>	<b>21 454</b>	<b>4 137</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

NC : Non communiqué en raison du secret statistique

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

**Tableau 4 : Mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (sd)
Atteinte à la personne humaine	58 985	59 333	60 451	63 557	69 955	83 028
Atteinte aux biens	36 482	34 228	32 459	31 555	30 979	30 843
Circulation et transport	44 434	45 995	47 389	47 479	37 657	37 852
Atteinte à l'autorité de l'État	7 171	7 264	7 316	7 616	8 246	8 884
Infraction à la santé publique	21 520	21 422	21 035	20 628	20 355	21 331
Atteinte économique, financière et sociale	2 459	2 374	2 339	2 190	1 965	2 140
Atteinte à l'environnement	85	99	114	101	97	128
Non renseigné	5 856	5 944	5 463	5 587	6 248	6 358
<b>Total</b>	<b>176 992</b>	<b>176 659</b>	<b>176 566</b>	<b>178 713</b>	<b>175 502</b>	<b>190 564</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

**Tableau 5 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	Ensemble des mesures						Au 31 décembre 2021		
	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)
Atteinte à la personne humaine	52 297	52 360	52 907	55 500	61 266	73 687	49 716	4 160	1 100
Atteinte aux biens	35 709	33 357	31 516	30 465	29 816	29 690	12 803	6 313	804
Circulation et transport	44 378	45 913	47 290	47 365	37 600	37 790	24 164	5 549	213
Atteinte à l'autorité de l'État	6 955	6 963	6 951	7 235	7 816	8 401	3 676	2 499	285
Infraction à la santé publique	20 975	20 846	20 429	20 053	19 705	20 667	11 048	2 477	633
Atteinte économique, financière et sociale	2 394	2 304	2 263	2 090	1 860	2 026	1 093	264	NC
Atteinte à l'environnement	82	96	109	99	94	126	76	25	<5
Non renseigné	4 099	4 119	3 543	3 515	4 109	4 145	853	167	984
<b>Total</b>	<b>166 889</b>	<b>165 958</b>	<b>165 008</b>	<b>166 322</b>	<b>162 266</b>	<b>176 532</b>	<b>103 429</b>	<b>21 454</b>	<b>4 137</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

NC : Non communiqué en raison du secret statistique

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

# Population suivie

Au 31 décembre 2021

**Tableau 6 : Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe**

		31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (sd)
<b>Prévenus</b>	Femmes	305	321	350	413	437	450
	Hommes	2 839	3 088	3 528	3 943	4 423	4 787
	<b>Total</b>	<b>3 144</b>	<b>3 409</b>	<b>3 878</b>	<b>4 356</b>	<b>4 860</b>	<b>5 237</b>
<b>Condamnés</b>	Femmes	11 393	11 483	11 458	11 448	10 292	10 851
	Hommes	137 074	136 695	136 108	137 637	133 656	143 140
	<b>Total</b>	<b>148 467</b>	<b>148 178</b>	<b>147 566</b>	<b>149 085</b>	<b>143 948</b>	<b>153 991</b>
<b>Condamnés soumis à une mesure de sûreté</b>	Femmes	121	148	153	151	166	180
	Hommes	5 535	5 816	6 167	6 361	6 524	6 827
	<b>Total</b>	<b>5 656</b>	<b>5 964</b>	<b>6 320</b>	<b>6 512</b>	<b>6 690</b>	<b>7 007</b>
<b>Total</b>	Femmes	11 819	11 952	11 961	12 012	10 895	11 481
	Hommes	145 448	145 599	145 803	147 941	144 603	154 754
	<b>Total</b>	<b>157 267</b>	<b>157 551</b>	<b>157 764</b>	<b>159 953</b>	<b>155 498</b>	<b>166 235</b>

Champ : Personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

**Tableau 7 : Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert**

		31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (sd)
<b>Prévenus</b>	Âge médian	31,4	32,0	32,1	32,0	32,2	32,6
	Âge moyen	34,5	34,9	35,1	34,9	35,4	35,6
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	11,9%	12,4%	12,3%	12,6%	12,5%	13,2%
	Proportion de femmes	9,7%	9,4%	9,0%	9,5%	9,0%	8,6%
<b>Condamnés</b>	Âge médian	33,3	33,6	33,9	34,2	34,5	34,8
	Âge moyen	35,5	35,8	35,9	36,1	36,3	36,4
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	7,8%	8,0%	8,0%	8,1%	8,6%	9,1%
	Proportion de femmes	7,7%	7,7%	7,8%	7,7%	7,1%	7,0%
<b>Condamnés soumis à une mesure de sûreté</b>	Âge médian	47,6	47,7	47,7	48,0	48,3	48,6
	Âge moyen	47,6	47,5	47,5	47,9	48,3	48,3
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	4,5%	4,9%	4,5%	4,9%	5,0%	5,3%
	Proportion de femmes	2,1%	2,5%	2,4%	2,3%	2,5%	2,6%
<b>Ensemble</b>	Âge médian	33,6	34,0	34,2	34,5	34,9	35,2
	Âge moyen	35,9	36,2	36,4	36,5	36,8	36,9
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	7,7%	8,0%	8,0%	8,1%	8,5%	9,1%
	Proportion de femmes	7,5%	7,6%	7,6%	7,5%	7,0%	6,9%

Champ : Personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

PPSMJ : Personne placée sous main de justice

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure pénitencière.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencière, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

**Tableau 8 : Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative**

	Nombre de PPSMJ						Au 31 décembre 2021			
	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (sd)	Âge médian	Âge moyen	Proportion de femmes	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère
Auvergne-Rhône-Alpes	18 413	18 771	18 607	18 811	18 121	19 127	35,3	37,0	7,1%	10,0%
Bourgogne-Franche-Comté	7 862	8 327	8 331	8 228	7 743	7 835	35,8	37,4	7,4%	5,4%
Bretagne	6 654	6 882	6 967	7 300	7 291	7 632	37,0	38,3	7,5%	5,6%
Centre-Val de Loire	5 975	6 094	6 164	6 219	6 014	6 778	34,6	36,5	8,0%	8,1%
Corse	970	978	911	828	808	812	39,3	40,6	7,3%	11,1%
Grand Est	14 519	14 464	14 031	14 142	13 960	14 934	35,7	37,2	7,4%	7,1%
Guadeloupe	888	836	954	952	1 101	1 233	33,7	36,5	3,4%	4,6%
Guyane	500	543	609	764	875	718	31,5	34,2	11,8%	28,3%
Hauts-de-France	17 918	17 611	17 294	17 188	16 076	17 384	34,9	36,5	6,1%	5,4%
Île-de-France	22 771	22 845	23 571	23 879	22 944	25 418	33,1	35,2	5,5%	18,7%
La Réunion	2 193	2 319	2 439	2 458	2 288	2 428	35,1	37,3	5,4%	1,1%
Martinique	842	848	897	1 085	947	915	35,2	38,2	4,9%	2,8%
Mayotte	285	248	242	299	291	323	28,2	31,3	2,8%	26,9%
Normandie	8 919	8 949	9 293	9 044	8 738	8 808	36,3	37,9	7,3%	4,7%
Nouvelle-Aquitaine	14 279	14 005	13 966	14 286	14 032	15 124	36,5	38,1	7,6%	6,6%
Occitanie	14 681	14 134	14 107	14 516	14 270	15 685	35,3	37,1	8,0%	8,5%
Pays de la Loire	8 228	8 263	8 020	8 020	7 962	8 462	35,5	37,2	6,8%	6,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 370	11 434	11 361	11 934	12 037	12 619	34,7	36,9	6,9%	10,0%
<b>France entière</b>	<b>157 267</b>	<b>157 551</b>	<b>157 764</b>	<b>159 953</b>	<b>155 498</b>	<b>166 235</b>	<b>35,2</b>	<b>36,9</b>	<b>6,9%</b>	<b>9,1%</b>

Champ : Personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

PPSMJ : Personne placée sous main de justice

**Tableau 9 : Domiciliation des condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative**

	Nombre de PPSMJ						Au 31 décembre 2021			
	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (sd)	Âge médian	Âge moyen	Proportion de femmes	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère
Auvergne-Rhône-Alpes	17 166	17 403	17 156	17 288	16 488	17 440	35,1	36,7	7,2%	10,0%
Bourgogne-Franche-Comté	7 363	7 777	7 778	7 637	7 076	7 170	35,3	36,9	7,6%	5,3%
Bretagne	6 345	6 542	6 610	6 940	6 900	7 237	36,8	37,9	7,5%	5,6%
Centre-Val de Loire	5 717	5 845	5 884	5 919	5 711	6 439	34,3	36,1	8,2%	8,2%
Corse	914	914	848	779	744	743	39,1	40,3	7,4%	11,6%
Grand Est	13 616	13 540	12 981	12 988	12 630	13 363	35,4	36,7	7,6%	6,9%
Guadeloupe	811	772	888	895	1 040	1 172	33,3	36,2	3,2%	4,5%
Guyane	473	509	562	713	802	656	31,4	33,9	12,2%	28,2%
Hauts-de-France	17 112	16 763	16 404	16 305	15 171	16 485	34,5	36,0	6,3%	5,4%
Île-de-France	21 734	21 708	22 251	22 373	21 429	23 725	32,7	34,9	5,5%	18,7%
La Réunion	2 085	2 221	2 325	2 346	2 159	2 294	34,6	36,7	5,7%	1,1%
Martinique	724	748	819	984	834	818	34,5	37,2	5,3%	2,4%
Mayotte	226	184	176	238	228	281	27,9	31,1	2,5%	27,8%
Normandie	8 405	8 376	8 669	8 383	8 026	8 099	35,7	37,2	7,6%	4,7%
Nouvelle-Aquitaine	13 490	13 158	13 052	13 346	13 049	14 136	35,9	37,5	7,9%	6,7%
Occitanie	13 782	13 166	13 017	13 315	13 063	14 330	34,9	36,6	8,2%	8,5%
Pays de la Loire	7 808	7 793	7 535	7 502	7 424	7 906	35,1	36,6	7,0%	7,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 696	10 759	10 611	11 134	11 174	11 697	34,5	36,4	7,1%	10,2%
<b>France entière</b>	<b>148 467</b>	<b>148 178</b>	<b>147 566</b>	<b>149 085</b>	<b>143 948</b>	<b>153 991</b>	<b>34,8</b>	<b>36,4</b>	<b>7,0%</b>	<b>9,1%</b>

Champ : Personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

PPSMJ : Personne placée sous main de justice

Les **condamnés** désignent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle.



# Nouvelles personnes et nouvelles mesures suivies

Au 31 décembre 2021

**Tableau 10 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert**

		2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)
Mesures présentencielles	ARSE/ARSEM	414	510	446	476	517	701
	Contrôle judiciaire	2 588	2 683	2 918	3 307	3 629	4 324
	<b>Total</b>	<b>3 002</b>	<b>3 193</b>	<b>3 364</b>	<b>3 783</b>	<b>4 146</b>	<b>5 025</b>
Mesures post-sentencielles	Ajournement	280	224	175	165	88	73
	Contrainte pénale	1 333	1 705	1 465	642	98	8
	DDSE	so	so	so	so	1 338	3 224
	Interdiction de séjour	503	554	744	1 033	1 176	1 232
	Libération conditionnelle (AP)	6 416	5 750	5 826	5 925	7 955	5 350
	LSC sous libération conditionnelle	614	566	555	1 240	2 682	1 502
	SME	69 114	67 168	67 952	70 333	30 217	5 311
	Sursis probatoire	so	so	so	so	36 361	84 304
	Suspension (raison médicale)	95	98	98	104	106	117
	Stage	95	87	150	291	844	2 134
	Sursis TIG	17 546	16 831	16 325	16 055	4 242	203
	TIG	15 961	14 401	13 594	13 868	14 068	20 663
	Obligation de TIG	22	23	37	15	1 618	4 351
	<b>Total</b>	<b>111 979</b>	<b>107 407</b>	<b>106 921</b>	<b>109 671</b>	<b>100 793</b>	<b>128 472</b>
Mesures de sûreté suite à une condamnation	PSEM	19	19	14	16	18	23
	Surveillance judiciaire	121	111	116	85	105	99
	Suivi socio-judiciaire	1 538	1 694	1 781	1 729	1 672	1 930
	<b>Total</b>	<b>1 678</b>	<b>1 824</b>	<b>1 911</b>	<b>1 830</b>	<b>1 795</b>	<b>2 052</b>
<b>Total</b>		<b>116 659</b>	<b>112 424</b>	<b>112 196</b>	<b>115 284</b>	<b>106 734</b>	<b>135 549</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

so : sans objet

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ; ARSEM : Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) ; Ajournement : Ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ; DDSE : Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ; Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ; LSC sous libération conditionnelle : Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ; SME : Sursis avec mise à l'épreuve ; Suspension (raison médicale) : Suspension de peine pour raison médicale ; Stage : Peine et obligation de stage ; Sursis TIG : Sursis total assorti d'un travail d'intérêt général ; TIG : Travail d'intérêt général (peine) ; Obligation de TIG : Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ; PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile.

**Tableau 11 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)
Atteinte à la personne humaine	34 788	34 264	34 903	37 975	41 062	55 208
Atteinte aux biens	24 629	22 744	21 531	21 443	19 450	22 783
Circulation et transport	30 329	30 145	31 187	31 018	21 234	28 058
Atteinte à l'autorité de l'État	5 456	5 440	5 459	5 716	5 514	7 188
Infraction à la santé publique	14 429	13 849	13 552	13 585	12 710	15 855
Atteinte économique, financière et sociale	1 662	1 565	1 528	1 356	1 248	1 632
Atteinte à l'environnement	66	75	79	74	67	103
Non renseigné	5 300	4 342	3 957	4 117	5 449	4 722
<b>Total</b>	<b>116 659</b>	<b>112 424</b>	<b>112 196</b>	<b>115 284</b>	<b>106 734</b>	<b>135 549</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

**Tableau 12 : Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	Ensemble des mesures						2021		
	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)
Atteinte à la personne humaine	32 372	31 640	32 128	35 054	37 769	50 988	40 071	4 050	1 426
Atteinte aux biens	24 158	22 199	20 983	20 817	18 897	22 156	11 203	6 097	1 101
Circulation et transport	30 240	30 034	31 079	30 851	21 119	27 980	18 607	5 360	396
Atteinte à l'autorité de l'État	5 294	5 233	5 245	5 509	5 277	6 911	3 053	2 411	400
Infraction à la santé publique	14 012	13 439	13 116	13 206	12 267	15 358	9 545	2 316	898
Atteinte économique, financière et sociale	1 624	1 525	1 481	1 291	1 203	1 569	916	255	NC
Atteinte à l'environnement	64	73	77	74	66	103	66	19	<5
Non renseigné	4 215	3 264	2 812	2 869	4 195	3 407	843	155	971
<b>Total</b>	<b>111 979</b>	<b>107 407</b>	<b>106 921</b>	<b>109 671</b>	<b>100 793</b>	<b>128 472</b>	<b>84 304</b>	<b>20 663</b>	<b>5 350</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

NC : Non communiqué en raison du secret statistique

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

**Tableau 13 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe**

		2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)
<b>Prévenus</b>	Femmes	170	186	187	219	194	224
	Hommes	1 717	1 848	2 044	2 193	2 342	2 879
	<b>Total</b>	<b>1 887</b>	<b>2 034</b>	<b>2 231</b>	<b>2 412</b>	<b>2 536</b>	<b>3 103</b>
<b>Condamnés</b>	Femmes	6 498	6 363	6 359	6 340	4 962	6 579
	Hommes	71 321	68 554	68 187	69 984	62 052	76 646
	<b>Total</b>	<b>77 819</b>	<b>74 917</b>	<b>74 546</b>	<b>76 324</b>	<b>67 014</b>	<b>83 225</b>
<b>Condamnés soumis à une mesure de sûreté</b>	Femmes	20	35	31	27	36	32
	Hommes	1 036	1 147	1 186	1 063	1 076	1 204
	<b>Total</b>	<b>1 056</b>	<b>1 182</b>	<b>1 217</b>	<b>1 090</b>	<b>1 112</b>	<b>1 236</b>
<b>Total</b>	Femmes	6 688	6 584	6 577	6 586	5 192	6 835
	Hommes	74 074	71 549	71 417	73 240	65 470	80 729
	<b>Total</b>	<b>80 762</b>	<b>78 133</b>	<b>77 994</b>	<b>79 826</b>	<b>70 662</b>	<b>87 564</b>

Champ : Personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

**Tableau 14 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile**

	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	9 115	8 917	8 665	8 870	7 753	9 695
Bourgogne-Franche-Comté	3 809	3 798	3 821	3 770	3 045	3 941
Bretagne	3 413	3 437	3 447	3 590	3 269	3 672
Centre-Val de Loire	2 971	3 103	2 914	3 013	2 572	3 752
Corse	503	527	481	409	408	460
Grand Est	7 340	6 951	6 694	7 154	6 237	7 582
Guadeloupe	457	500	549	556	596	672
Guyane	373	358	391	547	589	504
Hauts-de-France	8 732	8 730	8 298	8 308	7 110	9 162
Île-de-France	12 766	12 158	12 738	12 712	11 416	14 354
La Réunion	1 228	1 240	1 234	1 248	1 014	1 319
Martinique	411	458	544	632	389	527
Mayotte	134	145	117	194	136	204
Normandie	4 408	4 381	4 632	4 280	3 760	4 319
Nouvelle-Aquitaine	7 348	6 837	6 898	7 131	6 388	7 946
Occitanie	7 768	6 889	7 090	7 214	6 422	8 308
Pays de la Loire	3 823	3 781	3 580	3 555	3 446	4 134
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 163	5 923	5 901	6 643	6 112	7 013
<b>France entière</b>	<b>80 762</b>	<b>78 133</b>	<b>77 994</b>	<b>79 826</b>	<b>70 662</b>	<b>87 564</b>

Champ : Personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

**Tableau 15 : Nouveaux condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile**

	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	8 718	8 472	8 149	8 384	7 222	9 069
Bourgogne-Franche-Comté	3 623	3 615	3 656	3 547	2 823	3 709
Bretagne	3 344	3 333	3 357	3 518	3 170	3 579
Centre-Val de Loire	2 902	3 041	2 831	2 939	2 496	3 658
Corse	478	490	447	374	370	428
Grand Est	7 039	6 638	6 319	6 711	5 655	6 856
Guadeloupe	438	488	532	546	581	653
Guyane	356	348	369	524	551	484
Hauts-de-France	8 565	8 537	8 125	8 145	6 934	8 962
Île-de-France	12 158	11 450	12 033	11 993	10 726	13 454
La Réunion	1 209	1 217	1 201	1 222	989	1 300
Martinique	392	430	521	606	358	503
Mayotte	112	130	106	181	127	191
Normandie	4 261	4 212	4 461	4 117	3 607	4 160
Nouvelle-Aquitaine	7 124	6 598	6 662	6 898	6 150	7 693
Occitanie	7 482	6 596	6 734	6 858	6 108	7 837
Pays de la Loire	3 684	3 628	3 436	3 407	3 320	3 992
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 934	5 694	5 607	6 354	5 827	6 697
<b>France entière</b>	<b>77 819</b>	<b>74 917</b>	<b>74 546</b>	<b>76 324</b>	<b>67 014</b>	<b>83 225</b>

Champ : Personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois

Les **condamnés** désignent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle.

# Durée de suivi des mesures

Au 31 décembre 2021



**Tableau 16 : Durée de suivi des mesures (mois)**

		2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)
<b>Durée médiane</b> (en mois)	Mesures présentencielles	8,2	7,5	8,7	8,6	8,2	7,2
	Mesures post-sentencielles	18,5	18,8	19,3	19,5	20,0	19,6
	Mesures de sûreté suite à une condamnation	47,1	50,9	47,5	47,7	50,9	47,4
	<b>Ensemble</b>	<b>18,5</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>19,9</b>	<b>19,5</b>
<b>Durée moyenne</b> (en mois)	Mesures présentencielles	15,4	14,9	15,8	15,6	14,7	14,9
	Mesures post-sentencielles	20,1	20,3	20,5	20,6	20,7	19,9
	Mesures de sûreté suite à une condamnation	47,6	50,5	48,6	49,9	53,0	50,6
	<b>Ensemble</b>	<b>20,4</b>	<b>20,5</b>	<b>20,8</b>	<b>20,9</b>	<b>21,1</b>	<b>20,2</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Les **mesures présentencielles** : le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (SPRM), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction.

Les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

**Tableau 17 : Durée de suivi, par mesure**

	Durée médiane (en mois)	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)
<b>Mesures présentencielles</b>	ARSE/ARSEM	6,1	6,1	6,2	6,3	6,2	6,1
	Contrôle judiciaire	9,6	8,6	9,7	9,5	8,9	7,6
<b>Mesures post-sentencielles</b>	Ajournement	6,0	6,6	6,3	6,7	7,9	5,8
	Contrainte pénale	12,0	19,8	23,2	23,9	24,3	30,8
	DDSE	so	so	so	so	3,0	4,3
	Interdiction de séjour	22,4	17,0	17,0	17,8	16,5	18,3
	Libération conditionnelle (AP)	7,8	8,1	7,4	7,2	5,9	7,5
	LSC sous libération conditionnelle	2,1	2,7	2,2	1,6	2,3	2,3
	SME	23,2	23,2	23,3	23,3	23,5	23,7
	Sursis probatoire	so	so	so	so	1,5	6,9
	Suspension (raison médicale)	15,6	15,5	11,6	11,5	12,6	8,0
	Stage	10,6	8,8	7,9	7,7	7,0	7,3
	Sursis TIG	17,0	17,4	17,5	17,7	18,0	18,4
	TIG	12,1	12,9	13,1	13,1	15,0	12,0
	Obligation de TIG	NC	NC	NC	12,2	2,2	6,5
	<b>Mesures de sûreté suite à une condamnation</b>	PSEM	NC	NC	NC	NC	NC
Surveillance judiciaire		34,2	29,8	30,5	26,7	28,7	34,6
Suivi socio-judiciaire		52,6	56,3	51,1	51,9	54,4	48,3

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

NC : Non communiqué en raison du secret statistique

so : sans objet

Les **mesures présentencielles** : le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en aménagement de peine (Libération conditionnelle( AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous Libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'un TIG (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, ainsi que l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

Les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

**Tableau 18 : Durée de suivi, par région administrative**

Durée médiane (en mois)	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	19,0	19,1	20,4	20,7	21,2	20,8
Bourgogne-Franche-Comté	21,1	21,2	22,1	21,6	21,7	21,2
Bretagne	18,3	19,2	20,1	20,3	21,6	22,4
Centre-Val de Loire	18,3	19,1	19,1	20,3	21,1	20,4
Corse	18,1	18,2	17,9	18,0	19,4	18,3
Grand Est	20,0	19,7	20,5	20,5	20,5	19,9
Guadeloupe	18,7	18,3	16,3	17,6	18,6	18,3
Guyane	16,2	12,6	16,3	15,0	9,9	15,6
Hauts-de-France	18,9	19,1	19,1	19,2	20,0	19,0
Île-de-France	17,6	17,8	18,3	18,5	18,6	18,5
La Réunion	17,9	18,6	19,1	19,7	20,6	20,3
Martinique	18,0	18,7	18,3	17,2	17,8	19,8
Mayotte	18,0	18,6	15,2	18,3	15,3	17,9
Normandie	18,4	18,6	18,6	19,3	20,9	20,2
Nouvelle-Aquitaine	18,2	18,5	18,8	18,8	19,7	18,9
Occitanie	17,9	18,2	18,6	18,6	19,8	18,9
Pays de la Loire	20,0	20,9	21,2	21,0	21,5	21,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,9	18,6	18,9	19,4	18,3	18,6
<b>France entière</b>	<b>18,5</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>19,9</b>	<b>19,5</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

**Tableau 19 : Durée de suivi, par type d'infraction principale**

		2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (sd)
<b>Durée médiane (en mois)</b>	Atteinte à la personne humaine	20,2	21,4	21,8	21,8	22,0	21,4
	Atteinte aux biens	17,9	18,0	18,2	18,4	18,7	18,1
	Circulation et transport	18,2	18,5	19,0	19,2	20,2	20,4
	Atteinte à l'autorité de l'État	16,3	16,9	17,3	17,2	17,8	17,3
	Infraction à la santé publique	18,6	19,2	19,4	20,0	19,9	19,5
	Atteinte économique, financière et sociale	17,9	18,1	18,5	18,7	19,3	18,5
	Atteinte à l'environnement	17,1	16,1	18,3	17,3	17,4	17,9
	Non renseigné	19,0	13,1	12,9	12,0	9,3	11,9
	<b>Ensemble</b>	<b>18,5</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>19,9</b>	<b>19,5</b>
<b>Durée moyenne (en mois)</b>	Atteinte à la personne humaine	21,5	22,4	22,6	22,5	22,7	21,5
	Atteinte aux biens	20,6	20,6	21,0	21,2	21,6	20,5
	Circulation et transport	19,4	19,3	19,8	19,8	20,1	19,5
	Atteinte à l'autorité de l'État	17,3	17,2	17,9	17,5	18,5	17,5
	Infraction à la santé publique	20,1	20,4	20,3	20,9	20,5	20,0
	Atteinte économique, financière et sociale	19,7	19,4	19,5	19,5	20,5	19,6
	Atteinte à l'environnement	18,9	15,1	18,2	18,8	16,9	17,5
	Non renseigné	20,3	18,6	17,8	17,6	15,9	16,5
	<b>Ensemble</b>	<b>20,4</b>	<b>20,5</b>	<b>20,8</b>	<b>20,9</b>	<b>21,1</b>	<b>20,2</b>

Champ : Mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

# Source

Depuis juillet 2019, les statistiques trimestrielles de milieu ouvert (STMO) sont produites par la sous-direction de la statistique et des études (SDSE), service statistique ministériel de la justice. Elles ont été rétropolées à partir de 2016 pour proposer un historique des chiffres. Elles étaient produites jusqu'en avril 2019 par le bureau des statistiques et des études, dit « Me5 », de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

À partir de juillet 2020, une version annuelle, les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO), est proposée avec des dimensions supplémentaires (durée, contentieux).

Les STMO/SAMO résultent de l'exploitation du fichier statistique APPI, construit à partir des données de l'applicatif de gestion du même nom. APPI est une application de gestion du suivi de l'exécution et de l'application des peines, qu'elles soient en milieu ouvert ou fermé. Elle n'a pas été développée à des fins statistiques. Les données y sont saisies parfois avec retard, ou peuvent être manquantes. Certaines fins de prise en charge des personnes ne sont pas saisies parce que cela n'a pas d'impact opérationnel.

Au vu des données d'APPI, une même personne peut être suivie au même moment pour des mesures et des procédures en réalité incompatibles, comme une mesure de détention et une mesure d'aménagement de peine ou de milieu ouvert.

Pour éviter de comptabiliser plusieurs fois une même personne, un ensemble de règles de gestion des données a été mis en place à partir de janvier 2016 par le bureau « Me5 » de la DAP. Ces traitements, repris pour la plupart, sont déterminés par la compréhension du suivi de l'exécution des peines dans les services. Elles sont précisées ci-dessous.

Les différentes modalités d'exécution d'une peine sous écrou sont la détention, les mesures de placement sous surveillance électronique (PSE), de semi-liberté (SL), ou de placement à l'extérieur (PE). Le milieu fermé est assimilé à l'ensemble de ces mesures sous écrou. Toutes ces mesures de milieu fermé sont aussi renseignées dans APPI. Afin d'éviter le double compte des personnes, elles ne sont pas comptabilisées dans les présentes statistiques de milieu ouvert puisqu'elles sont déjà recensées dans les statistiques de milieu fermé produites par la DAP.

# Règles de gestion

Les règles de gestion reposent sur le critère suivant : lorsqu'une mesure est créée dans APPI, elle prend le pas sur celles qui existaient jusqu'alors. Selon que la nouvelle mesure est compatible avec la ou les mesures passées toujours en vigueur, la comptabilisation des mesures antérieures continue, s'arrête, ou bien est suspendue le temps de l'exécution de la nouvelle.

## Règles de clôture des mesures de milieu ouvert

Une personne ne peut pas être en train d'exécuter deux mesures de libération conditionnelle différentes au même moment. Si une nouvelle prise en charge pour une mesure de libération conditionnelle apparaît, la comptabilisation de l'ancienne mesure est arrêtée, au profit de la nouvelle.

De même, une personne en libération conditionnelle ou en suivi socio-judiciaire ne peut pas être soumise à une surveillance judiciaire. L'apparition d'une nouvelle mesure de surveillance judiciaire met donc un terme à la comptabilisation d'anciennes mesures de libération conditionnelle ou de suivi socio-judiciaire, et réciproquement.

Inversement, une personne peut être suivie pour deux mesures de SME différentes, ou être suivie dans le cadre d'un SME et d'une libération conditionnelle, ainsi l'apparition de l'une n'arrête pas la comptabilisation de l'autre.

## Règles de compatibilité entre mesures de milieu ouvert et mesures de milieu fermé

Les mesures de milieu fermé, dites aussi mesures d'écrou, sont hors du champ des statistiques trimestrielles de milieu ouvert, mais elles sont présentes dans APPI. Il est tenu compte de leur existence dans le cadre des STMO afin de suspendre l'exécution de mesures de milieu ouvert.

Les sursis avec mise à l'épreuve (SME), sursis assorti d'un TIG (STIG), libération conditionnelle (LC), contrainte pénale, TIG et travaux non rémunérés, interdiction de séjour, stages ainsi que les mesures de sûreté, sont suspendues par les nouvelles prises en charge de détention. Les SME, STIG et LC sont aussi suspendues par des mesures d'aménagement de peine sous écrou. La comptabilisation des mesures de milieu ouvert suspendues reprendra à la fin de la mesure d'écrou.

Le TIG, les stages de citoyenneté, le contrôle judiciaire, l'interdiction de séjour, les assignations à résidence sous surveillance électronique mobile ou non et le suivi socio-judiciaire peuvent être pris en charge en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine sous écrou, dans le cadre d'une autre affaire. Néanmoins, comme les personnes exécutant ces mesures sont déjà comptabilisées dans les statistiques mensuelles de milieu fermé produites par la DAP, elles ne sont pas comptées dans les statistiques trimestrielles de milieu ouvert, ni en termes de personnes, ni en termes de mesures.

## Durée maximale

On définit une durée maximale pour chaque type de mesure et on considère comme terminée une mesure dont la durée constatée est supérieure à cette durée maximale. Cela permet d'éviter que des personnes ne soient considérées comme suivies en milieu ouvert de façon permanente alors que la fin de la mesure dont ils font l'objet n'a simplement pas été renseignée dans APPI.

## Règle de priorisation des catégories pénales

Afin d'éviter les doubles comptes des personnes, on priorise le comptage des mesures dans les cas où une même personne serait suivie dans plusieurs catégories pénales.

Par convention statistique, on priorise dans l'ordre : les condamnations pour des mesures post-sentencielles ; le suivi pour une mesure présentencielle ; et les mesures de sûreté suite à une condamnation.